

Contributions du projet EU4SUN pour la bonne gouvernance et la coordination des actions en matière de nutrition

Sénégal



La situation nutritionnelle au Sénégal : politiques, gouvernance et défis actuels

Une situation nutritionnelle qui reste préoccupante malgré des progrès réels

Le Sénégal figure parmi les pays d'Afrique de l'Ouest ayant obtenu les meilleurs résultats en matière de réduction du retard de croissance, grâce à une couverture géographique étendue de ses interventions et à un engagement multisectoriel constant. Ces acquis ne doivent cependant pas masquer la persistance d'un défi: selon l'EDS 2023, 11 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation, 17 % d'insuffisance pondérale et 18 % de retard de croissance, tandis que les carences en micronutriments demeurent très répandues chez l'enfant (carence en zinc : 42,8 %, anémie par carence en fer : 28 %) et chez la femme enceinte (anémie : 28,9 %, carence en acide folique : 37 %).

Des politiques nationales progressivement structurées

La réponse institutionnelle du Sénégal à la malnutrition s'est construite progressivement. Une première Lettre de Politique de Nutrition avait été élaborée dès 2001, avant que le pays adopte en 2015 une Politique Nationale de Développement de la Nutrition (PNDN), basée sur une approche multisectorielle visant à institutionnaliser la nutrition dans les différents secteurs impliqués dans sa mise en œuvre. Cette politique s'opérationnalise à travers des Plans Stratégiques Multisectoriels de la Nutrition (PSMN) successifs : un premier cycle 2018-2022, puis le cycle actuel 2024-2028, qui vise à apporter des réponses durables et coordonnées aux défis nutritionnels, en particulier chez les enfants, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les populations les plus vulnérables. Le premier PSMN était doté d'un budget de 206 milliards de FCFA, complété par des investissements « favorables nutrition » estimés à 650,3 milliards de FCFA.

Sur le volet alimentaire, le Sénégal a fait évoluer sa doctrine ces dernières années, passant d'un Programme national d'investissement agricole pour la sécurité alimentaire et la nutrition (PNIASAN 2018-2022) à une ambition plus large de souveraineté alimentaire. Une première Stratégie de Souveraineté Alimentaire avait été validée en 2023, assortie d'un plan d'action doté de 5 000 milliards de FCFA sur cinq ans. Le nouveau cycle 2025-2034, porté par le Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, s'inscrit désormais dans l'Agenda national « Sénégal 2050 » et vise à faire du pays une puissance agricole sous-régionale, alors qu'il importe aujourd'hui près de 70 % de ses besoins alimentaires.

Une appropriation nécessaire par les secteurs contributeurs

La mise en œuvre du plan stratégique nécessitait cependant une appropriation des priorités nutritionnelles par tous les secteurs contributeurs. Pour cela il était essentiel de pouvoir montrer l'impact social et économique de l'inaction en matière de nutrition et de renforcer le suivi de la mise en œuvre par la mise en place d'un outil performant et compris par tous les acteurs.

Ce qui a été fait et comment

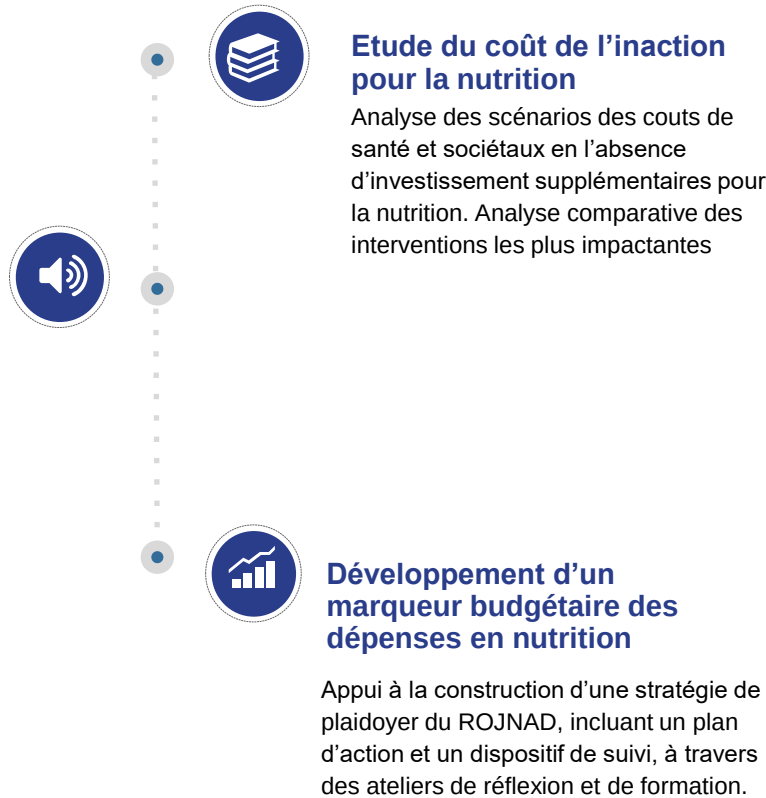
Elaborer un lien entre connaissance, plaidoyer et action :

- ✓ produire des évidences pour éclairer la décision,
- ✓ Faire le suivi des engagements pris
- ✓ Faciliter le déploiement d'un outil de suivi budgétaire en renforçant les capacités acteurs

Actions déployées

Engagements N4G

Accompagnement du processus inclusif piloté par le Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN): évaluation des progrès depuis N4G-2021, consultations avec la société civile et les ministères sectoriels, validation technique puis politique. Accompagnement du Sénégal à la préparation du sommet 2025



Une gouvernance pilotée par le CNDN

La coordination institutionnelle de la nutrition est assurée par le Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN), qui a succédé à l'ancienne Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM). Le CNDN est hébergé par le Secrétariat général du Gouvernement et y dispose d'une ligne budgétaire, ce qui lui confère un ancrage institutionnel fort, sous l'autorité politique de la Primature. Il fédère quatorze ministères sectoriels (santé, agriculture, éducation, action sociale, hydraulique, etc.) ainsi que le Ministère chargé des Finances et du Budget, et s'appuie sur des relais déconcentrés à l'échelle régionale (Comités régionaux de développement) et sur des points focaux nutrition au sein des directions sectorielles. Au niveau technique, la Direction chargée de la Nutrition (DNSFN) au ministère de la Santé joue un rôle d'appui opérationnel central.

Les engagements N4G du Sénégal



1. D'ici 2030, , réduire la prévalence du retard de croissance à moins de 10%.
2. D'ici 2030, assurer le financement domestique du plan stratégique multisectoriel de nutrition à hauteur de 70% en mobilisant les 14 secteurs contributeurs,
3. Maintenir la nutrition comme priorité de développement avec un ancrage institutionnel de haut niveau.
4. D'ici 2030, étendre à 50% la couverture en cantines scolaires approvisionnées en priorité à partir de produits locaux.
5. Améliorer l'environnement alimentaire pour garantir un accès équitable et durable à des régimes alimentaires sains, diversifiés et nutritifs d'ici 2030.
6. Renforcer la redevabilité des parties prenantes pour une gouvernance multisectorielle et multi acteurs de la nutrition.
7. Assurer la couverture en actions essentielles de nutrition pour au moins 80% des enfants de moins de 5 ans, d'ici 2030.
8. Porter à au moins 50% la couverture en services de nutrition des adolescents (d'adolescents supplémentés en Fer/Acide Folique et qui bénéficient de services d'éducation nutritionnelle), d'ici 2030

Les engagements N4G peuvent être suivis sur le site du GNR : [NAE Commitment Tracker - Global Nutrition Report](#)

Coût de la malnutrition au Sénégal : calculer les conséquences humaines et économiques de l'inaction en matière de nutrition



Calculer l'ampleur des pertes économiques dues à la malnutrition pour éclairer le débat public

Calculer le coût économique de la malnutrition n'est pas un exercice statistique isolé : c'est un outil de gouvernance au service de la décision publique. Pendant longtemps, la lutte contre la malnutrition a été portée principalement par un argumentaire humanitaire et sanitaire — la réduction de la mortalité et de la morbidité infantiles — qui, aussi légitime soit-il, peine parfois à peser face à d'autres priorités budgétaires dans des contextes de ressources contraintes. En traduisant les conséquences de la malnutrition en pertes de PIB, en millions de dollars ou en francs CFA non générés chaque année, ce type d'analyse change la nature du débat : il ne s'agit plus seulement de savoir si la nutrition est une priorité morale, mais de démontrer qu'elle est une priorité économique rentable, comparable à n'importe quel autre investissement structurant pour le pays.

Cet exercice sert d'abord à **objectiver l'urgence d'agir** auprès des décideurs qui arbitrent les lois de finances. Un chiffre comme « la dénutrition coûte chaque année à ce pays l'équivalent de 1 à 2 % de son PIB » a une force de conviction que ne possède pas une statistique de prévalence isolée : il montre concrètement ce que l'inaction coûte à l'économie nationale, en main-d'œuvre perdue par la mortalité infantile évitable, en productivité amputée par les retards de croissance et les déficits cognitifs qui en résultent à l'âge adulte, et en dépenses de santé.

Ce chiffrage sert ensuite à **hiérarchiser les priorités d'intervention**. En décomposant le coût total par déterminant — carence en iode, anémie, allaitement sous-optimal, retard de croissance, etc. — l'analyse identifie où se concentrent les pertes les plus importantes, et donc où l'investissement public aura le plus fort effet de levier. Un pays peut ainsi arbitrer plus finement entre des interventions concurrentes, en orientant ses ressources limitées vers les leviers qui produisent le meilleur retour sur investissement plutôt que vers ceux qui bénéficient de la meilleure visibilité politique.

Ce type d'étude alimente également le **plaidoyer budgétaire et la mobilisation de ressources**, qu'elles soient domestiques ou extérieures. Elle fournit aux ministères en charge de la nutrition, ainsi qu'aux organisations de la société civile, un argumentaire chiffré à opposer aux arbitrages budgétaires annuels, et un langage commun pour dialoguer avec les partenaires techniques et financiers ou pour documenter les engagements pris dans des enceintes internationales comme les sommets Nutrition for Growth.

Enfin, cette approche a une **valeur de redevabilité et de suivi dans le temps** : réalisée périodiquement, elle permet de mesurer si les politiques mises en œuvre réduisent effectivement le fardeau économique de la malnutrition, et donc d'évaluer l'efficacité des investissements consentis. Combinée à d'autres outils — comme un marqueur budgétaire permettant de suivre précisément les dépenses publiques allouées à la nutrition — elle referme la boucle entre le diagnostic du problème, la budgétisation de la réponse et l'évaluation de son impact, donnant aux États les moyens de piloter leur politique nutritionnelle sur la base de données plutôt que d'intuitions.

Chiffres - clefs

COÛT DE L'INNACTION

377 M \$

de pertes annuelles estimées

Populations concernées

80%

de pertes dues à la malnutrition pendant l'enfance

Principaux résultats

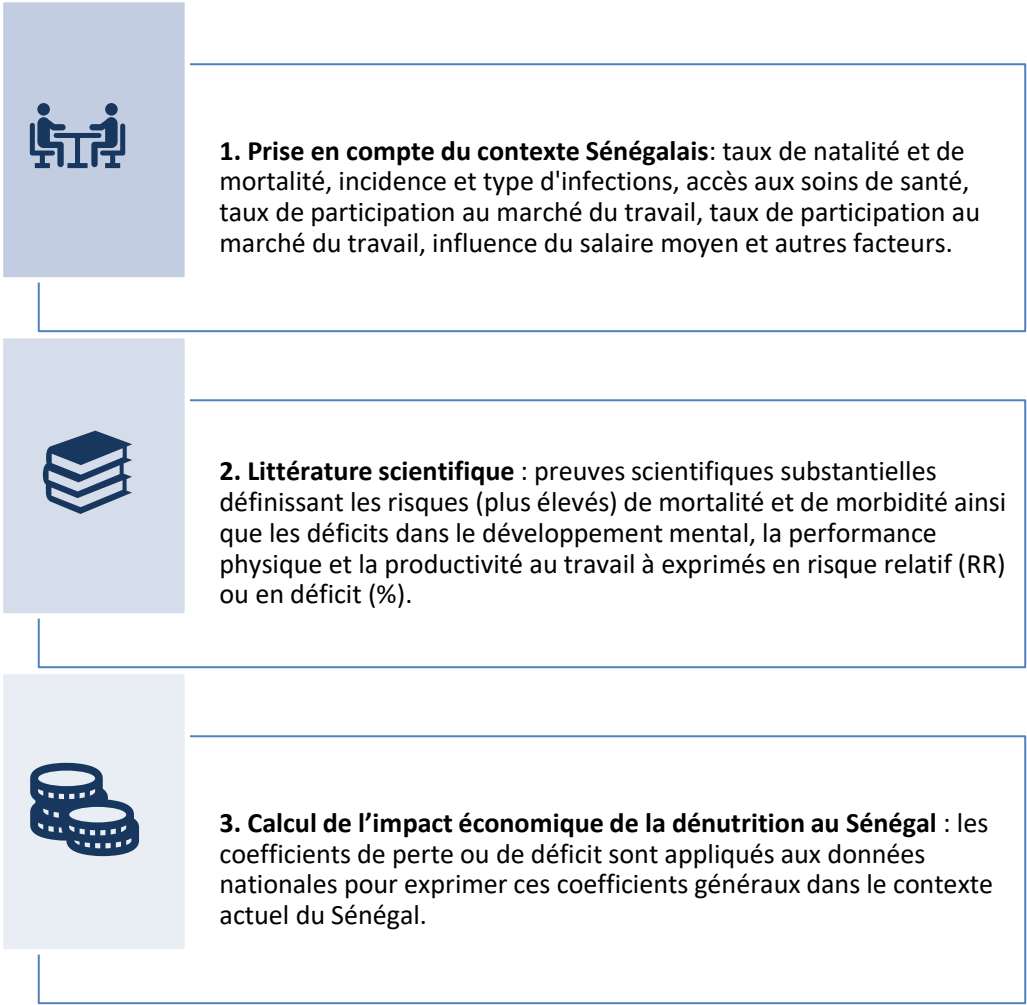
L'étude a permis d'estimer quelles sont les formes de malnutrition qui causent le plus de pertes économiques et humaines au Sénégal (voir figure). Elle permet ainsi de visualiser les investissements les plus urgents et les plus rentables.

Objectif de la mission

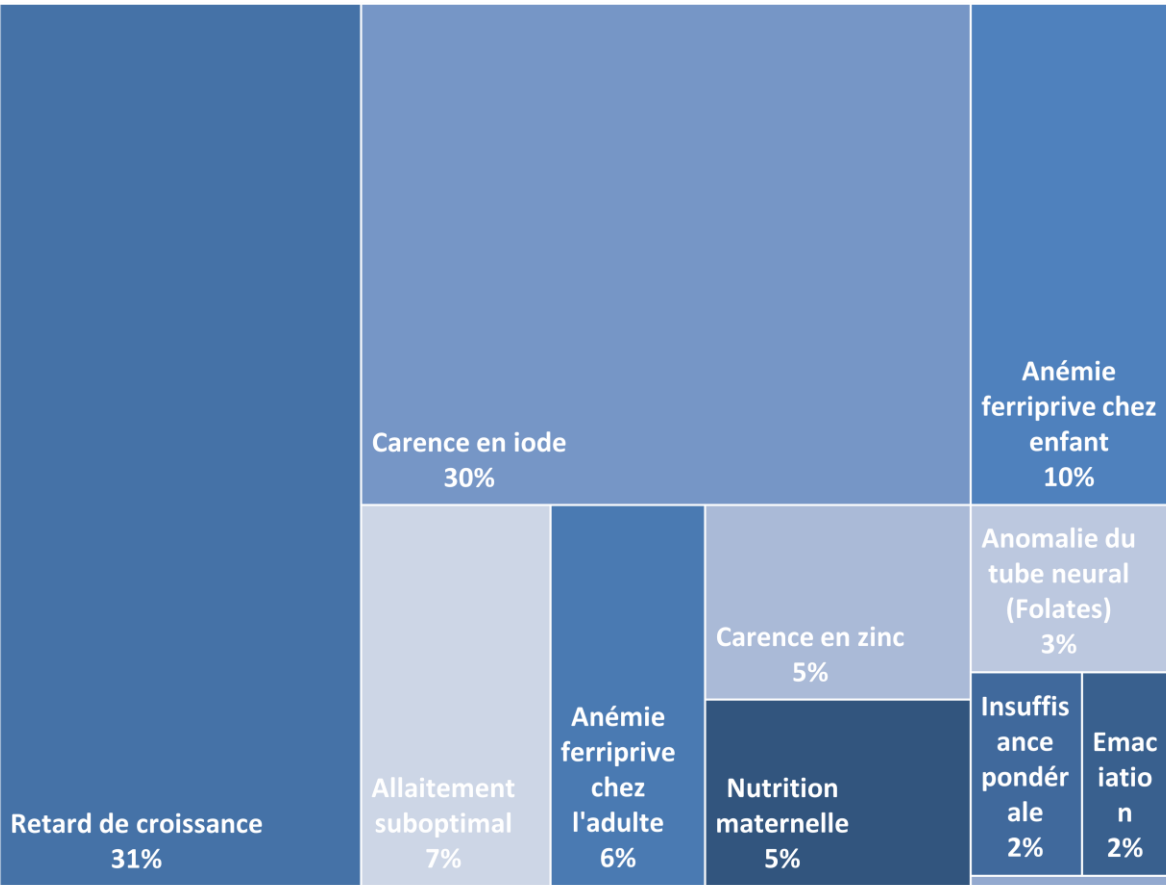
Mener une analyse des données nationales pour calculer les coûts engendrés par la malnutrition infantile et maternelle au Sénégal pour éclairer la hiérarchisation des interventions et appuyer le plaidoyer pour les actions en faveur de la nutrition .

Méthodologie

Cette analyse utilise un "modèle de conséquences", un scénario de modélisation décrivant les conséquences des taux ou de la prévalence du statu quo pour chacun des indicateurs étudiés. Ainsi , pour chaque indicateur étudiés l'analyse se déroule en 3 étapes:



CONTRIBUTION DES FORMES DE MALNUTRITION DANS LES PERTES ÉCONOMIQUES ET HUMAINES AU SENEGAL



Source: Données originale issue de l'étude menée par Expertise France



CONCLUSIONS : CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA MALNUTRITION AU SENEGAL

Selon les estimations de cette étude, les malnutritions dues à des carences nutritionnelles engendrent 377, 8 millions USD de pertes annuelles soit 1,36% du PIB 2022 du Sénégal.

L'analyse de la contribution des différents indicateurs des malnutritions au fardeau global fournit des critères pour développer et hiérarchiser les interventions nutritionnelles en tenant compte des conséquences économiques de l'inaction. La grande majorité des pertes (80.4%) proviennent des conséquences de la malnutrition pendant l'enfance soulignant l'importance des programmes qui s'adressent à cette catégorie de la population. Les carences en micronutriments constituent le plus lourd fardeau suivi par le retard de croissance. Ce constat appelle à mettre en place d'actions pour assurer une bonne qualité de l'alimentation notamment chez les jeunes enfants en combinant des approches spécifiques à la nutrition telles que la fortification à des approches sensibiles visant à renforcer la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine et diversifiée

Accompagnement au développement d'un marqueur budgétaire des dépenses pour la nutrition au Sénégal

Pourquoi mesurer les dépenses de nutrition ?

Mesurer précisément ce qu'un État dépense pour la nutrition répond à un besoin de pilotage rendu difficile par la nature transversale du secteur. Contrairement à un ministère classique dont le budget figure dans une ligne unique, la nutrition se finance à travers la santé, l'agriculture, l'éducation, la protection sociale ou l'eau et l'assainissement, sans qu'aucune nomenclature budgétaire ne permette d'isoler ces montants au sein des enveloppes ministérielles. Ainsi, même dotés de plans stratégiques ambitieux, la plupart des pays ne sont pas en mesure de répondre à une question pourtant élémentaire — combien l'État dépense-t-il réellement pour la nutrition, et cette dépense progresse-t-elle au rythme des engagements pris ? Cette absence de visibilité fragilise à la fois le pilotage technique (impossible de savoir si les ressources vont là où les besoins sont les plus criants) et la redevabilité politique (impossible de vérifier si les annonces budgétaires sont tenues).

C'est ce vide que comble un **marqueur budgétaire nutrition** : plutôt que de créer une ligne dédiée — solution lourde et rarement praticable — il identifie et « tague » les activités budgétaires existantes qui contribuent à la nutrition, à la maille la plus fine de la nomenclature, avec un coefficient reflétant leur contribution effective. Cette approche est solide pour trois raisons. Elle est **non-intrusive** : simple métadonnée associée à l'activité budgétaire, elle n'altère ni la nomenclature ni les imputations comptables, et s'intègre donc sans réforme institutionnelle lourde. Elle est **consolidable et automatisable** : le marquage à la maille fine permet une agrégation automatique jusqu'au niveau national, tout en prévenant les doubles comptabilisations fréquentes dans les exercices manuels. Elle est enfin **traçable dans la durée** : intégré au système budgétaire, le marqueur se régénère à chaque cycle, offrant un suivi continu plutôt qu'une photographie isolée.

Objectifs de la mission

Objectif général:
Accompagner le CNDN et les institutions concernées à s'approprier l'approche du suivi des dépenses de nutrition et l'usage du marqueur nutrition, afin de conduire des analyses, produire des rapports et mobiliser l'évidence pour le rapportage et le plaidoyer.

Familiariser les institutions du CNDN, collectivement puis individuellement, au suivi des interventions en nutrition à travers le budget.

Accompagner ces institutions, à l'échelle sectorielle, dans l'utilisation du marqueur nutrition et la préparation des rapports d'exécution.

Chiffres - clés

Nbre de ministères formés

18 ministères

Ateliers de formations

3 ateliers nationaux

Personnes formées

90 personnes

Une démarche progressive en 3 temps

La démarche méthodologique s'est appuyée sur trois principes — progressivité pédagogique, contextualisation aux documents budgétaires réels des ministères, et interactivité — et s'est déployée à travers trois ateliers successifs, chacun capitalisant sur les acquis et les besoins révélés par le précédent.

Décembre
2024

Atelier 1 :

Poser les fondements conceptuels de la budgétisation sensible à la nutrition auprès de l'ensemble des institutions du CNDN, en couvrant le cycle budgétaire, les méthodes d'identification des dépenses et les indicateurs de performance

Avril 2025

Ateliers 2:

Appliquer ces principes de façon sectorielle et individualisée, en accompagnant chaque ministère dans l'identification, ligne à ligne, de ses dépenses nutritionnelles au sein de ses Plans d'Action Sectoriels, et dans la formulation de ses propres indicateurs de performance

Avril 2026

Atelier 3:

Réunissant pour la première fois le CNDN, les ministères sectoriels, le Ministère des Finances, la DTAI, la Banque mondiale et le Global Financing Facility, cet atelier a permis de consolider l'ensemble de ces travaux dans une taxonomie nationale des dépenses de nutrition et de définir la feuille de route d'intégration d'un marqueur budgétaire dans le système intégré de gestion des finances publiques (SIGIF).

Principaux résultats

Une taxonomie validée et un marqueur en voie d'opérationnalisation

Sur le plan du **renforcement des capacités**, la mission a permis de former près de 90 participants à travers les trois ateliers, avec des niveaux de satisfaction élevés et croissants (3,9 sur 5 au premier atelier, des médianes proches de 4 sur 5 au second), et une montée en compétence tangible sur la distinction entre dépenses spécifiques et sensibles à la nutrition ainsi que sur la formulation d'indicateurs de performance — ce dernier point demeurant toutefois le plus technique et le plus exigeant pour les participants.

Le résultat le plus structurant de la mission reste néanmoins la **production d'une taxonomie nationale des dépenses en faveur de la nutrition**, distinguant quatre catégories (spécifiques, sensibles, investissements favorables et gouvernance de la nutrition), et consolidée à partir de treize fichiers ministériels apurés selon un protocole rigoureux en cinq étapes visant à neutraliser les doublons et les incohérences.

Cette taxonomie constitue désormais le **référentiel commun** sur lequel s'appuie la conception du marqueur budgétaire nutrition (MBN), dont l'architecture — six modules fonctionnels, du référentiel de taxonomie au reporting — et les spécifications techniques ont été élaborées sous l'égide de la Banque mondiale et de la DTAI, en vue d'une intégration au SIGIF avant la préparation de la loi de finances 2027.

La mission a par ailleurs mis en évidence **des enseignements de fond** utiles à la suite du processus : des écarts significatifs et persistants entre les interventions inscrites au plan stratégique et leur traduction budgétaire effective, des difficultés de codification pour certaines activités nouvelles, et une forte sensibilité de la démarche au contexte institutionnel, illustrée par l'élargissement du périmètre du CNDN de douze à quatorze ministères en cours de mission.



PERSPECTIVES

L'intérêt de cette mission dépasse le seul exercice de formation : elle a permis de résoudre, en amont de toute automatisation, le problème méthodologique le plus déterminant pour la réussite d'un marqueur budgétaire — celui de savoir précisément quelles dépenses marquer et comment les classer. Sans cette étape de renforcement des capacités et de structuration d'un référentiel commun, un marqueur informatique n'aurait eu aucune classification à appliquer ; la taxonomie nationale constitue ainsi le pivot logique reliant le volet humain de la réforme (l'appropriation par les acteurs) à son volet technique (l'outil intégré au SIGIF).

À court terme, la consolidation des acquis repose sur des chantiers concrets : formalisation des points focaux nutrition, apurement annuel de la taxonomie, résolution des enjeux de codification budgétaire, et mise en place d'un comité de pilotage multi-acteurs. À moyen terme, l'enjeu est de mener à bien l'opérationnalisation complète du marqueur, de l'inscrire dans un dispositif de rapportage périodique au service du plaidoyer budgétaire, et de sécuriser les crédits nutritionnels dans un contexte d'arbitrages budgétaires parfois défavorables.

Cette trajectoire ferait du Sénégal un cas d'usage pilote reproductible à d'autres politiques transversales — genre, climat, jeunesse — et doterait durablement le pays d'un instrument de pilotage et de redevabilité fondé sur la donnée plutôt que sur la seule intention politique.





Le projet EU4SUN

\$ Financement : UNION Européenne

💰 Budget Total: 6,4 M €

🤝 Mise en œuvre: FIAP et Expertise France

📅 2023-2026

🌐 30 pays d'Afrique – 7 pays d'Amérique Latine et caraïbes

Le projet EU4SUN vise à intensifier et améliorer les interventions en matière de nutrition dans les pays membre du SUN à travers un dialogue multipartite et la coopération intra- et inter-régionale sur les questions de malnutrition.

Il adopte une double échelle d'intervention : en priorisant le leadership des pays membres et leurs priorités nationales pour initier des changements systémiques, tout en menant des initiatives régionales qui encouragent la coopération et le partage d'expériences entre pays. Grâce à une approche agile et flexible, le projet ajuste et définit ses actions au fil du temps afin de répondre aux besoins spécifiques des pays partenaires et du Mouvement SUN, tout en s'adaptant aux évolutions. Ce modèle inclusif mobilise l'ensemble des parties prenantes – gouvernements, société civile, jeunes, partenaires internationaux et secteur privé – pour élaborer des solutions durables et adaptées aux défis de la nutrition.